

WestminsterResearch

<http://www.westminster.ac.uk/westminsterresearch>

**Qu'apporte l'étude des town meetings à la quête d'une
démocratie plus participative et délibérative?**

**Bryan, F.W., Keith, W.W., Kloppenberg, J.T., Mansbridge, J.J.,
Morrell, M.E. and Smith, G.**

This is a copy of the final version of an article published in *Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, 15 (2). pp. 203-220.

It is reproduced here with permission, and is available online at:

<https://dx.doi.org/10.3917/parti.015.0203>

The WestminsterResearch online digital archive at the University of Westminster aims to make the research output of the University available to a wider audience. Copyright and Moral Rights remain with the authors and/or copyright owners.

Whilst further distribution of specific materials from within this archive is forbidden, you may freely distribute the URL of WestminsterResearch: (<http://westminsterresearch.wmin.ac.uk/>).

In case of abuse or copyright appearing without permission e-mail repository@westminster.ac.uk

Qu'apporte l'étude des *town meetings* à la quête d'une démocratie plus participative et délibérative ?

› **Entretien avec Frank M. Bryan, William W. Keith, James T. Kloppenberg, Jane J. Mansbridge, Michael E. Morrell et Graham Smith (traduction : Xavier Blandin)**

Comme annoncé dans l'introduction, ce numéro spécial de *Participations* se clôt sur un entretien collectif, mené par Paula Cossart et Andrea Felicetti, rassemblant certains des plus éminents représentants de la recherche sur les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre. Trois ensembles de questions ont été soumis à chaque interviewé, qui y a répondu individuellement par écrit. Hors corrections mineures, le texte des réponses n'a pas été modifié ; mais il a parfois été segmenté de manière à rendre la lecture plus fluide, et à mettre en évidence les interactions entre les différentes perspectives présentes dans ces lignes. La version finale de ce texte a été éditée et approuvée par les chercheurs interrogés.

Plusieurs générations de chercheurs en histoire, en sociologie et en science politique ont exploré la question des town meetings de Nouvelle-Angleterre. Au fil du temps, les approches sont devenues de plus en plus variées, et cette variété a entraîné une meilleure compréhension des failles comme des qualités de ces assemblées. Est-il encore bénéfique aujourd'hui de se référer à ces anciens modèles de participation ? Les ressources que proposent les town meetings ont-elles été épuisées, ou bien peut-on encore y trouver une aide dans notre quête d'une démocratie plus participative et délibérative ? Au vu des défis posés à la société contemporaine, quels aspects des town meetings (pour peu qu'il y en ait) gagneraient à être explorés aujourd'hui ?

Graham Smith : Mon sentiment – mais je peux me tromper – c'est qu'au vu de l'importance historique des *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, on peut être surpris de l'absence de traitement systématique de ce sujet dans la théorie et la science

politique contemporaines ; il reste beaucoup à apprendre sur leurs dynamiques démocratiques. Les travaux de Frank Bryan (2004), Jane Mansbridge (1983 [1980]) et Joseph Zimmerman (1999), par exemple, sont des exceptions. Pour une forme de gouvernement qui se trouve souvent sur la liste des modèles exemplaires de pratiques démocratiques, aux côtés de l'Athènes antique, de la Commune de Paris et des coopératives ouvrières, elle reçoit rarement un traitement aussi approfondi que ces dernières. C'est peut-être un phénomène qui s'explique par la ruralité des communautés mettant en place ce mode de gouvernement – comme si elles avaient été négligées par le regard urbain des chercheurs.

Jane Mansbridge : Bien que dans chaque génération, quelques historiens, sociologues et politistes aient exploré les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, la surprise réside pour moi dans le fait qu'ils soient si peu nombreux. En cela je suis d'accord avec Graham.

Frank Bryan : Cette question commence par une affirmation qui me semble erronée : « Plusieurs générations de chercheurs en histoire, en sociologie et en science politique ont exploré la question des *town meetings* de Nouvelle-Angleterre. » Si la question a en effet été « explorée » par autant d'universitaires, moins de cinq d'entre eux ont publié des travaux de recherche sur le sujet. Pis encore, ceux qui se sont intéressés aux *town meetings* se sont avérés critiques (voire hypercritiques), sur la base de présupposés nés de l'ère « progressiste » de la politique américaine. Cette période a vu un rejet quasi généralisé des valeurs et du mode de vie des petites communautés, même si une image romantique des *town meetings* perdure dans certains milieux – par exemple, dans la peinture intitulée « Freedom of Speech » de l'iconique série de Norman Rockwell « Les Quatre Libertés » parue en couverture du *Saturday Evening Post*¹.

Il a fallu attendre 1980 pour qu'apparaisse une étude complète et nuancée des *town meetings*, menée par une véritable spécialiste en science politique, Jane Mansbridge, avec *Beyond Adversary Democracy*. La question même que pose *Participations* fait montre d'un préjugé historique semblable : « Est-il encore bénéfique aujourd'hui de se référer à ces anciens modèles de participation ? » (nous soulignons). Pourquoi ne pas employer le verbe « utiliser » ? Et que penser du mot « anciens », « old » dans la question en anglais ? Des centaines de *town meetings* se tiennent encore chaque année en Nouvelle-Angleterre.

G. Smith : Les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre conservent une place assurée dans notre imaginaire démocratique, dans la mesure où ils incarnent l'autodétermination de la communauté : ouverts à tous les résidents, dotés d'un

[1] NdR : La série « The Four Freedoms » de Norman Rockwell a été publiée en couverture du *Saturday Evening Post* en février et mars 1943 – « Freedom of Speech » le 20 février 1943. Le tableau original est conservé au Norman Rockwell Museum à Stockbridge (Massachusetts). Il peut également être découvert sur le site Internet du musée à l'adresse : <http://collections.nrm.org>.

pouvoir législatif, ils sont l'occasion pour les membres de la communauté de se réunir chaque année pour débattre et prendre des décisions sur des questions telles que le niveau et la distribution des taxes locales, et pour sélectionner et mettre face à leurs responsabilités les agents administratifs locaux (élus ou désignés). Même si leur autonomie a été bien érodée par le transfert des pouvoirs aux niveaux étatique et fédéral, il n'en reste pas moins que les *town meetings* peuvent avoir un impact significatif sur la vie des habitants, et que leur existence présente un contraste frappant avec la tendance qui consiste à concentrer les pouvoirs à de plus hauts niveaux de gouvernement.

Michael Morrell : Les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre continuent de présenter une opportunité pour la recherche sur la participation et la délibération démocratique, notamment parce qu'ils continuent d'évoluer. Par exemple, la commune de Salem dans le Connecticut a développé un *town meeting* virtuel à travers lequel les votants peuvent non seulement assister aux assemblées en ligne, mais encore poser des questions et voter par courrier électronique. J'ai même entendu parler du projet de développement d'une application qui permettrait aux votants de participer plus pleinement à leur *town meeting*, même si cela n'irait sans doute pas sans obstacles légaux et techniques. Alors que ces exemples indiquent une tendance de certaines communautés à évoluer vers une participation plus interactive, de nombreuses communes adoptent un modèle moins délibératif de *town meeting*. Elles donnent souvent ce nom à leur assemblée annuelle où d'importantes questions sont débattues, comme le budget municipal ; mais les citoyens votent en réalité dans le cadre d'un référendum qui dure une journée, c'est-à-dire de la même manière que lorsqu'ils élisent leurs représentants. Il s'agit encore d'une forme de démocratie directe, mais qui recèle moins de délibération formelle.

F. Bryan : « Les ressources que proposent les *town meetings* ont-elles été épuisées ? » Bien sûr que non. Mais leur utilité en tant qu'objet d'étude a faibli proportionnellement à l'affaiblissement de leur utilité en tant qu'institution politique effective. On me demande souvent : « Pourquoi la participation aux *town meetings* continue-t-elle de décliner ? Pourquoi participer si le *town meeting* ne prend plus de décisions importantes ? » Dans mon État d'origine, le Vermont, le corps législatif ôte progressivement aux communes leur pouvoir de décision, depuis plus d'un demi-siècle. Il a récemment été décrété que les membres des commissions scolaires locales devaient être élus non pas par et pour la commune lors des *town meetings*, mais par et pour une communauté de communes artificiellement constituée. Les raisons de ce changement, notamment les économies réalisées, peuvent paraître légitimes à l'administration de l'État. Mais il ne faudra pas être surpris de voir une chute de la participation aux *town meetings* par la suite². En dernière analyse, on fait souvent remarquer que le taux

[2] Voir Susan Clark et Woden Teachout, *Slow Democracy* (2012), pour un excellent examen de ces phénomènes.

de participation aux *town meetings* est invariablement plus bas que le taux de participation aux votes lors d'élections d'État et nationales. Il l'est en effet. Mais le taux de participation aux élections nationales serait peut-être plus faible si la présence requise était de trois à quatre heures (voire d'un jour complet, sur le modèle du *town meeting* lorsqu'il inclut une pause déjeuner et recommence l'après-midi) au lieu de trente minutes au bureau de vote, et si ce temps devait être passé immobile, assis sur une chaise inconfortable.

G. Smith : Cette idée très simple des habitants d'une commune contrôlant leurs propres affaires est évidemment intéressante pour la théorie et la pratique démocratiques. Pour certains, il s'agit de la seule véritable expression de la démocratie : comme le soutient Frank Bryan, qui a passé une grande partie de sa vie de chercheur à étudier les *town meetings*, « pour la vraie démocratie, *small* n'est pas seulement *beautiful*, mais essentiel » (Bryan, 2004, p. 136). Dans *Real Democracy* (Bryan, 2004), il entreprend une impressionnante analyse comparée de quelque 1 435 *town meetings*, qui offre un socle statistique puissant à son argument du « *small is beautiful* ».

Cependant, l'étude plus ancienne de « Selby » par Jane Mansbridge, publiée dans le très cité *Beyond Adversary Democracy* (1983 [1980]), constitue un rappel salutaire : à une échelle que ne distingue pas la statistique, la pratique effective des *town meetings* n'est pas toujours celle d'un engagement libre et égalitaire ; et l'assemblée peut tout aussi bien être un lieu de domination. Mansbridge propose l'histoire d'une commune dans laquelle le désir d'atteindre l'unanimité supprime le conflit, minant l'égalité politique. Les pratiques informelles d'auto-détermination qui ont évolué à travers le temps – « les plaisanteries amicales et la familiarité, les tentatives de couvrir les incidents embarrassants, et les votes à l'unanimité » (Mansbridge, 1983, p. 68) – marginalisent les nouveaux arrivants qui ne partagent pas ces codes. Les plus pauvres et les moins éduqués décident souvent de ne pas exercer leurs droits politiques en raison des coûts financiers et de l'anxiété causée par l'idée de participer à une assemblée publique. La sélection des officiels par le *meeting* renforce systématiquement les normes et les pratiques établies. Si les découvertes de Mansbridge ont trait aux pratiques d'une seule commune, d'autres ont mis au jour des configurations similaires de domination dans des assemblées à petite échelle (pas uniquement des *town meetings*), mettant sérieusement en question la perspective du « *small is beautiful* ».

J. Mansbridge : Dans *Beyond Adversary Democracy*, j'ai mis au jour une aversion au conflit de la part de nombreux citoyens qui ne participent pas au *meeting*, une peur du ridicule, en particulier parmi les citoyens les plus pauvres, ainsi que la manière dont des soutiens informels censés apaiser les émotions au sein des endogroupes se trouvent en fait être un facteur de marginalisation supplémentaire pour les exogroupes. Cependant, mon intention n'était pas de suggérer que ce sont là des dynamiques spécifiques aux *town meetings*. Au contraire, mon but était d'alerter le lecteur de la possibilité, voire de la forte probabilité, que ces dynamiques soient présentes même dans les démocraties les plus progressistes

et les plus participatives. La principale leçon que j'entendais dégager était que la porte ouverte ne suffit pas. Pour une démocratie efficiente, les forums directs en face-à-face requièrent des efforts conscients d'inclusion. Nicole Doerr, par exemple, montre que pour le Forum social européen, les traducteurs eux-mêmes se sont mobilisés pour insister sur le fait que les groupes dominants devaient entendre non seulement les mots mais aussi le sens et l'intensité des groupes plus marginaux dans le forum ; ils aident également ces groupes à s'organiser pour mieux présenter et défendre leurs intérêts (Doerr, 2012).

Les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre présentent aujourd'hui une structure en légère évolution par rapport à celle du XVIII^e siècle, mais ils n'emploient aucun des mécanismes institutionnels d'inclusion qui ont été développés depuis. Les commissions spécialisées limitées à douze participants, les facilitateurs formés à ce rôle, les commentaires en temps réel sur smartphone projetés sur plusieurs écrans visibles, et les nombreuses technologies développées pour faciliter la délibération n'ont, que je sache, jamais été utilisés pour les *town meetings*, où les habitants prennent d'importantes décisions locales. Si certaines communes progressistes étaient partantes pour adopter de telles technologies sur une base expérimentale, cela pourrait donner lieu à une étude intéressante. Cela permettrait d'étudier à la fois comment la délibération diffère selon l'importance de la décision à prendre, et la réaction à ces technologies selon la classe sociale, le genre et le statut d'inclusion dans le groupe.

F. Bryan : Est-ce que les *town meetings* peuvent être utiles dans notre quête d'une démocratie plus délibérative et participative ? Oui ! Mais seulement s'ils conservent leur capacité à prendre d'importantes décisions qui affectent la vie de la commune et de ses citoyens. Dans le cas contraire, les *town meetings* ne sont rien de plus que des tribunes publiques, et les citoyens de la commune vont le réaliser et commencer à s'en détacher. Les vrais démocrates ne pourront pas leur jeter la pierre.

G. Smith : Quelles sont les conditions qui ont permis à certaines localités de résister et de maintenir la pratique des *town meetings* – ou même de (ré-)adopter cette pratique –, là où d'autres ont choisi les réunions de vote, les assemblées d'élus, ou le conseil municipal ? Face à une complexité sociale et politique grandissante, cette contre-tendance démocratique montre que les *town meetings* continuent d'être un objet digne d'étude.

Il est crucial pour la recherche sur la démocratie participative et délibérative que nous comprenions mieux comment la physionomie et la pratique de différentes formes institutionnelles affectent la nature de l'engagement démocratique. Dans cette perspective, l'analyse des *town meetings*, avec leur organisation et leur composition particulières, peut donner des outils de compréhension essentiels.

J. Mansbridge : À la lumière des suspicions considérables qui affectent la démocratie représentative dans nombre de démocraties modernes aujourd'hui – avec

le Parti pirate en Allemagne, le mouvement 15M en Espagne, et le Mouvement 5 étoiles en Italie, tous dénonçant les modèles actuels de représentation électorale –, le rêve de la démocratie directe est toujours vivace. Pour beaucoup, la démocratie directe, ce sont des référendums ou une forme d'interaction sur l'internet. Cependant, le modèle « ancien » de la démocratie directe en face-à-face est toujours un idéal – par exemple pour ceux qui épousent l'« horizontalisme » en Amérique latine. Dans les générations futures, il est presque sûr que certains citoyens voudront décentraliser au moins une partie des décisions à un niveau permettant aux habitants d'établir eux-mêmes, dans une interaction en face-à-face, les lois qui les gouvernent.

L'une des questions relativement peu explorées est celle de la taille. Lorsque les communes deviennent si étendues (6 000 habitants ou plus) qu'une assemblée où chacun est présent devient difficile et que peu trouvent une chance de s'exprimer, les communes passent du *town meeting* (dans lequel tous les citoyens adultes sont membres de l'assemblée législative) au *representative town meeting* (dans lequel les citoyens élisent pour chaque quartier des représentants pour une réunion qui fonctionne dans l'ensemble selon les règles du *town meeting*). Mais je n'ai pas encore trouvé d'étude de ce que pensent les citoyens pour ou contre de tels changements quand ils sont proposés – ni d'étude, avec un groupe témoin approprié, portant sur ce qui arrive alors à l'efficacité citoyenne, l'éventuelle apathie ou le cynisme, l'inégalité dans les procédures, l'inégalité dans les conséquences, ou la variation des conséquences, quand une communauté passe d'un mode à l'autre de gouvernement.

Une autre question importante et non étudiée concerne les délibérations informelles avant et après les assemblées. Le *town meeting* en lui-même n'est pas un lieu propice à des discussions étendues. Mais sur des questions importantes, une discussion informelle a lieu entre citoyens avant et après l'assemblée. Des entretiens réalisés avant et après le *meeting* pourraient nous aider à comprendre ces processus informels, sans lesquels nous ne sommes pas capables d'évaluer la qualité globale de la délibération, les processus d'inclusion et de marginalisation, et les effets sur les citoyens. Comme la qualité de la délibération n'était pas un sujet à la mode lorsque j'ai mené mon enquête à la fin des années 1970, mes entretiens n'ont pas couvert cette question.

M. Morrell : Une question intéressante que l'on peut se poser est de déterminer quels facteurs conduisent les communes à abandonner les formes les plus interactives de *town meeting*. Quels sont les arguments échangés par les citoyens et les officiels au sujet de ce changement ? Nous avons également l'opportunité de comparer et d'étudier les différentes combinaisons de pratiques participative et délibérative. Dans l'État du Connecticut, que je connais le mieux, certaines communes conservent un *town meeting* traditionnel, en face-à-face, qui est à la fois participatif et délibératif. Les communes qui sont passées aux modes de référendum que je décris plus haut sont participatives, et il peut y avoir des délibérations dans la sphère informelle, mais il n'y a pas d'espace officiel où les

citoyens se rassemblent pour discuter des besoins de leur commune. D'autres communautés utilisent une assemblée représentative qui fonctionne comme un parlement miniature : il s'agit d'un lieu de délibération, mais la participation est limitée à ceux qui ont été élus par les votants. Enfin, les communes les plus peuplées ont carrément éliminé le *town meeting*. Il y a donc différentes combinaisons de démocratie participative et délibérative, que l'on pourrait comparer les unes aux autres, dans ces différents cadres où les citoyens ont un véritable pouvoir.

William Keith : Le *town meeting* original de Nouvelle-Angleterre correspond à une époque et à un type de communes. Les communautés restreintes, homogènes du point de vue religieux, gèrent leurs affaires de manière délibérative car leur contexte se rapproche d'assez près de celui de l'Athènes antique : des individus que rassemblent une ethnicité, une culture et des croyances religieuses. Aujourd'hui, on attend de la délibération organisée qu'elle soit un mode de gestion de la diversité, et non qu'elle soit fondée sur l'absence de diversité.

James Kloppenberg : L'homogénéité et l'acceptation d'un certain degré de hiérarchie comptent parmi les raisons pour lesquelles les villages coloniaux de Nouvelle-Angleterre ont pu établir des *town meetings* en premier lieu. C'est parce que les puritains étaient convaincus que des congrégations de chrétiens régénérés pouvaient se faire confiance lorsqu'elles étaient rassemblées, que ces expériences de démocratie sont devenues possibles, alors qu'elles étaient hors du commun dans le contexte de la culture anglaise du XVII^e siècle. Les quatre derniers siècles ont vu à la fois un énorme accroissement de la diversité et (du moins parfois) une acceptation réticente de cette diversité. Dans ce contexte, le défi est d'adapter une institution appropriée à la production de consensus au sein d'une population où les mêmes idéaux sont partagés, à un monde où il est acquis qu'il y aura des désaccords et où les citoyens ont des convictions radicalement différentes.

Le travail des chercheurs a permis le développement d'une compréhension nuancée et critique des town meetings de Nouvelle-Angleterre. Toutefois, pour les débats universitaires tout autant que populaires, ces assemblées tiennent toujours une place centrale dans l'imagerie démocratique. Selon vous, quelles sont les principales manières dont le town meeting de Nouvelle-Angleterre a affecté l'idée de délibération aux États-Unis ou plus généralement dans le monde anglo-saxon ?

F. Bryan : La prémisse de cette question est que les *town meetings* ont gardé une place centrale dans l'« imagerie démocratique ». C'est vrai. Mais l'image ne fait pas tout. Devrais-je participer au *town meeting* de ma commune au printemps prochain dans le but d'entretenir une image ? Ou devrais-je jouer le rôle de quelqu'un qui *pratique la démocratie* ? C'est peut-être le moment de rappeler la dynamique qui a eu lieu entre 1980 et 2000 environ, quand des citoyens ont utilisé les *town meetings* pour passer des résolutions non contraignantes sur la politique nationale et internationale, depuis la suppression de l'armement

nucléaire jusqu'à la soumission des présidents aux procédures d'*impeachment*. Cette stratégie a fait parler d'elle dans la presse. Mais elle a camouflé le déclin de la capacité des *town meetings* du Vermont à atteindre des décisions locales, importantes, et surtout contraignantes.

Mais la réponse est oui : les *town meetings* conservent une place solide dans notre imagerie démocratique (bien que cette place ne soit pas aussi centrale qu'elle l'a été). Néanmoins, le fossé entre l'imagerie démocratique des *town meetings* et leur réalité en tant qu'institution décisionnaire continue de se creuser. Ce fossé est de plus en plus béant, non pas parce que l'imaginaire devient plus puissant, mais parce que le pouvoir de décision des communes a décliné.

W. Keith : Le *town meeting* a une place centrale dans notre imaginaire politique en raison du rapport étroit entre démocratie et communauté. Les systèmes politiques non démocratiques ne requièrent pas de communauté et s'épanouissent même en son absence. Mais imaginer une forme de démocratie, c'est aussi imaginer une forme de communauté, et les formes possibles de communauté dans notre imaginaire social (Taylor, 2003) peuvent indiquer des possibilités qui dissimulent autant qu'elles révèlent.

S'il est tentant de voir les premiers *town meetings* comme des incarnations de l'*ekklesia* de l'Athènes antique, les différences sont importantes : l'assemblée athénienne est gigantesque (6 000 citoyens pour un quorum) et organisée assez différemment. Dans un sens, elle est cependant très similaire aux *town meetings* américains, en particulier ceux de la période coloniale. Le succès du gouvernement athénien vient en partie de l'homogénéité de ses participants, laquelle n'est rendue possible que par un système lourdement exclusif – les femmes, les esclaves, les métèques et les étrangers ne sont pas autorisés à participer. Les réformes clisthéniques introduisent une certaine diversité, pour ce qui est des classes économiques de la cité et des relations entre Athènes et ses communautés périphériques. Josiah Ober, notamment, voit dans ces réformes un facteur du renforcement de la démocratie athénienne.

Le paradoxe de l'invention d'une communauté aux États-Unis est parfaitement résumé dans la devise nationale, *E pluribus unum*. Il existe de multiples manières de réaliser une unité à partir de la diversité, par la langue ou par l'imagination ; beaucoup sont des réalisations provisoires, utiles soit jusqu'à ce que la diversité se modifie (par l'immigration par exemple), soit jusqu'à ce que la conscience de la diversité se modifie. De ce point de vue, les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre parlent à notre imagination car dans cet espace (même si ce n'est pas forcément le cas dans la réalité) la démocratie semble historiquement fonctionner comme une pratique discursive basée sur des relations citoyennes. Dans notre imaginaire, comme pour l'assemblée athénienne, nous n'envisageons pas l'exclusion ni la répression. Les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, de même que l'idéal communicationnel de Habermas, servent d'ancrage normatif, ambigu mais utile, à une critique des pratiques actuelles.

M. Morrell : Il est vrai que les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre tiennent une place dans l'imagination de nombreux Américains. Frank Bryan y faisait référence : Norman Rockwell, dans une série de quatre huiles de 1943 représentant les Quatre Libertés dont avait parlé Franklin Roosevelt dans son discours sur l'état de l'Union de 1941, a choisi de représenter la liberté d'expression par une scène de *town meeting* de Nouvelle-Angleterre. Ce choix n'est pas entièrement surprenant étant donné que Rockwell vivait dans une commune du Vermont qui comptait à l'époque 1 400 habitants. Avec tous ses défauts, le *town meeting* tel qu'il est pratiqué dans de nombreuses communes demeure l'un des rares exemples durables d'une forme institutionnelle de démocratie directe et souvent délibérative. Bien que la plupart des lieux aux États-Unis n'aient plus, ou n'aient jamais eu, d'institution similaire, je suis persuadé que de nombreux Américains considèrent que le *town meeting* fait pleinement partie de la culture américaine. Ce rôle iconique vient, au moins en partie, de la vision qu'ont de nombreux Américains de la position du pays dans l'histoire, et plus précisément, de sa place dans la vision d'une démocratie en marche. Il est cependant intéressant qu'au cours de mes recherches j'aie découvert que pour certains des habitants des communes dotées d'un *town meeting*, cette réalité suscite moins d'enthousiasme que pour le plus large public des États-Unis. Le *meeting* est décrit par une personne interrogée comme une « forme archaïque de gouvernement ». Lors d'une audience publique d'une commune débattant du passage potentiel à un mode de référendum, le *town meeting* a été décrit par certains comme un procédé daté et anachronique, qui présente des risques de fraudes, pose ses propres problèmes procéduraux, et auquel la participation reste faible. Ainsi, alors que le *town meeting* de Nouvelle-Angleterre continue d'exercer une influence sur l'imaginaire démocratique de nombreux Américains, ceux qui en font l'expérience comme forme de gouvernement local le considèrent souvent dans des termes plus complexes. Cela dit, mes recherches révèlent que de nombreux élus et citoyens continuent de défendre le *town meeting*, dans toute sa complexité, comme représentant la vraie démocratie dans ce qu'elle a de meilleur.

J. Kloppenberg : La démocratie américaine souffre en 2016 parce qu'elle manque précisément de ce que l'expérience de participer à un *town meeting* devait – croyait-on – apporter : l'expérience du dur et frustrant labeur de résolution de conflits par la délibération. Depuis les fondateurs des communes de Nouvelle-Angleterre au ^{xvii}^e siècle jusqu'à Tocqueville et son étude de la démocratie, de l'insistance sur l'engagement local dans les écrits de progressistes tels que John Dewey et les théoriciens du New Deal qu'il inspire jusqu'au communautarisme qui émerge dans les années 1980 et persiste dans les écrits et les discours de Bill et Hillary Clinton et de Barack Obama, l'accent sur le rôle de l'interaction en face-à-face dans la création d'une culture politique dynamique de l'autodétermination a été un élément essentiel de la pensée politique américaine.

G. Smith : Les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre incarnent une tension intéressante dans la théorie et la pratique de la démocratie participative et délibérative. Les caractéristiques de l'autodétermination des communautés locales,

que représentent les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, exercent encore un fort attrait. Alors que la tendance actuelle dans la théorie démocratique réside dans la conceptualisation et l'analyse des systèmes délibératifs à grande échelle, il y a toujours eu une tendance au « *small is beautiful* » dans la pensée démocratique et progressiste. Nombre d'universitaires et de militants s'inspirent de la vision utopiste d'une société postindustrielle, durable et gérée à petite échelle : le *town meeting* de Nouvelle-Angleterre est appréhendé comme l'un des rares modèles de cet élan utopiste.

J. Mansbridge : Mon étude d'un *town meeting* dans *Beyond Adversary Democracy* avait pour but de dessiner de manière plus réaliste cette image centrale dans le tableau de l'imaginaire démocratique. Sans que je m'y attende, cette étude a ensuite commencé à donner forme aux travaux normatifs et empiriques sur la délibération qui se sont développés plus tard. Aujourd'hui, les théories les plus sophistiquées de la délibération reconnaissent l'important problème pratique qui se pose lorsque l'on tente d'atteindre une égalité des influences. Même dans les votes délibératifs de James Fishkin, où des facilitateurs formés travaillent consciemment pour que toutes les opinions soient exprimées, les plus éduqués parlent plus fréquemment que les autres. Et pourtant, Alice Siu montre que, dans le contexte spécifique des votes délibératifs qu'elle a étudiés, les opinions des plus éduqués n'influencent pas plus que celles des autres l'issue du vote (Siu, 2009). Nous avons besoin de plus de travaux empiriques utilisant des entretiens ouverts pour explorer les expériences des participants issus de contextes, de classes et d'ethnies différents.

W. Keith : L'aspect présentiel du *town meeting* a un impact direct sur le genre de communauté qu'il peut incarner. On ne peut y conserver les différents niveaux d'anonymat que l'on trouve dans les discussions en ligne. Toute parole en face-à-face est sujette à des préjugés possibles concernant l'âge, la race, le genre ou le statut socio-économique de l'intervenant ; dans le cyberspace, ces informations sont souvent cachées. Ainsi, alors que les communautés en présentiel tout comme les communautés en ligne peuvent être diverses idéologiquement, le *town meeting* met directement en scène et en jeu la diversité sociale et culturelle, et les arguments des intervenants sont, dans un sens, inséparables de ces identités sociales et culturelles.

Les town meetings qui se tiennent actuellement dans de nombreuses communes de Nouvelle-Angleterre font partie d'une galaxie vaste et complexe d'initiatives visant à accroître la participation et la délibération citoyennes. Présentent-ils des similarités substantielles avec d'autres expérimentations conduites en d'autres lieux ? Peuvent-ils être rangés dans une certaine catégorie d'expériences démocratiques, ou conservent-ils une spécificité substantielle ? À votre avis, quelles sont les principales forces et faiblesses du modèle des town meetings de Nouvelle-Angleterre ?

G. Smith : Le *town meeting* est un exemple type de démocratie ouverte, basée sur l'assemblée, où le principe d'égalité politique est compris comme une égalité

d'accès au forum de prise de décision par tous les membres du *demos* : droit égalitaire d'être présent, de parler et de se présenter pour une position officielle, et pouvoir égalitaire de prendre des décisions par le vote. On peut voir certaines innovations récentes dans les formes démocratiques comme des réponses aux limitations de la pratique réelle des *town meetings* et de formes analogues d'auto-détermination locale des communautés.

Par exemple, les architectes de mini-publics tels que les assemblées citoyennes, les jurys citoyens et les votes délibératifs ont soigneusement organisé des réponses institutionnelles aux faiblesses perçues dans le modèle de l'assemblée ouverte. Par l'application de la sélection aléatoire, ces espaces démocratiques peuvent opérer à l'échelle adéquate, tout en réunissant un groupe hétérogène de participants qui reflète mieux la diversité de la population dans son ensemble. L'application d'une facilitation indépendante permet à la délibération d'être encore plus libre et plus juste.

Les créateurs du budget participatif à Porto Alegre ont conçu, dans la continuité des assemblées ouvertes, une institution où les demandes des assemblées locales sont intégrées dans une structure participative plus large. Les vertus d'une échelle réduite sont évidentes pour ce qui est de comprendre les besoins de communautés particulières, mais une structure est en place pour promouvoir la participation au sein des secteurs les plus pauvres de la société, et met en œuvre la redistribution d'importantes ressources budgétaires parmi les localités.

L'indication la plus claire de la persévérance du *town meeting* dans l'imaginaire démocratique est l'émergence du modèle du 21st Century Town Meeting. Initialement développé par l'association AmericaSpeaks, aujourd'hui disparue, le 21st Century Town Meeting réunit des centaines, parfois des milliers, de citoyens, pour débattre de questions d'intérêt public, faisant usage des technologies de l'information et de la communication pour rendre possible les interactions. Si ces manifestations sont loin de la pratique véritable des *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, l'appropriation du nom a été importante pour établir l'ascendance de cette nouvelle institution démocratique.

W. Keith : Au cours des deux dernières décennies, une nouvelle forme est apparue, avec une nouvelle appellation : le « *town hall meeting* », ou « *town hall* », qui désigne des assemblées ouvertes et publiques sur une ou plusieurs questions, et qui est censé permettre au public d'exprimer des opinions et de poser des questions – pas de voter. Dans leur principe, celles-ci descendent en ligne directe des forums du début du xx^e siècle (Keith, 2007). Quant au nom, il vient de Town Hall, Inc., fondé en 1920 après l'inscription du dix-neuvième amendement à la Constitution, pour offrir un lieu de discussion publique et d'éducation aux femmes alors autorisées à voter. Comme je l'ai proposé par ailleurs, les forums et la commune poursuivaient un objectif éducatif authentique, et plutôt aseptisé. Le choix du nom était censé invoquer une continuité avec les traditions américaines.

Figure 1. Affiche publicitaire pour *America's Town Meeting of the Air*, vers 1940 (détail), National Archives and Records Administration, Federal Forum Project, FFP, Series 192, Box 1, File : « Education for Democracy » [Tous droits réservés]



Cependant, les *town halls* sont récemment devenus de simples tribunes pour politiciens, qui n'ont rien en commun avec les institutions de gouvernement actuelles dans les États de Nouvelle-Angleterre. La cooptation de formes démocratiques à des fins de relations publiques nous empêche de déterminer clairement comment elles peuvent constituer ce que David Mathews (1999) a appelé le « *choice work* » du public, son action de prédilection. Aux États-Unis, de telles manifestations fonctionnent à la fois comme un mouvement d'interaction avec le public et un moyen de diffuser slogans et petites phrases. Dans la mesure où l'audience est souvent sélectionnée pour que ne soient admis que ceux qui sont favorables

aux organisateurs, ces assemblées sont privées de toute qualité interactive et dialogique, qui ne servirait pas les besoins des relations publiques – alors même que dans notre imaginaire elles symbolisent précisément le dialogue. En bref, elles sont devenues des parodies de démocratie, et dans la mesure où elles polluent l'imagination publique, elles amenuisent les possibilités d'existence d'événements véritablement signifiants. Les pays qui conservent de meilleurs espaces rhétoriques publics pour des manifestations relativement non partisans ont plus de chances d'obtenir des manifestations productives.

J. Mansbridge : Je suis d'accord avec William et Graham. Les *town meetings* traditionnels de Nouvelle-Angleterre sont un modèle implicite pour des expérimentations développées ailleurs, et ils trouvent en effet leur place au sein de l'importante famille des expériences de démocratie directe. Mais ils restent tout à fait singuliers.

Tout d'abord, ainsi que je l'ai mentionné précédemment, ils incorporent rarement sinon jamais les nouveaux mécanismes institutionnels mis en place pour améliorer la qualité de la délibération publique.

Ensuite, et c'est le plus important, les décisions des *town meetings* sont contraignantes pour leurs participants. Certains théoriciens, comme Amy Guttmann et Dennis Thompson, considèrent les décisions contraignantes comme une condition nécessaire de la démocratie délibérative. Certains réservent le terme de « démocratie délibérative » à des instances au sein desquelles la délibération aboutit à une décision exécutoire, et proposent le terme de « délibération démocratique » pour une délibération qui n'est pas contraignante mais adhère à d'autres normes démocratiques. Pour autant que je sache, le modèle du *town meeting*, sous sa forme de Nouvelle-Angleterre ou celle du kibboutz classique, est la seule forme de démocratie directe en face-à-face fondée sur une base géographique et fréquemment pratiquée, qui soit à la fois délibérative et contraignante pour les délibérants.

J'ai énuméré précédemment certaines des faiblesses de la forme de démocratie du *town meeting*, dans cet entretien ainsi que dans *Beyond Adversary Democracy*. Ces faiblesses incluent les dynamiques de l'interaction en face-à-face qui produisent des résultats anti-égalitaires et anti-délibératifs. Il y a peu de subtilité délibérative dans la discussion, parce qu'en général les citoyens assemblés n'ont, au mieux, qu'une seule fois la parole et parce que souvent, ils ne s'expriment pas d'une manière dont ils sont rétrospectivement satisfaits. La réunion ne procure ni le temps ni la convivialité nécessaires à l'échange et à la considération caractéristiques d'une bonne délibération.

La plus grande force du *town meeting* réside dans la capacité du vote en face-à-face aboutissant à une décision contraignante à donner aux perdants d'un vote une idée juste de la raison pour laquelle ils ont perdu : une majorité de leurs voisins ont adopté une position contraire à la leur. Ils savent qui sont ces voisins,

même s'ils ne les connaissent pas personnellement. Ils ont entendu certains d'entre eux s'exprimer, ils ont vu comment ils se présentaient en public, et ils réalisent que pour une raison ou pour une autre – intérêt personnel ou vision erronée de ce qu'est le bien commun – ces voisins sont convaincus qu'ils ont raison. Le problème ne vient pas d'« autres » abstraits, des « ils »³ à un niveau supérieur, mais de leurs propres voisins. C'est une leçon importante – peut-être la plus importante – de démocratie.

M. Morrell : Puisqu'ils constituent un exemple de démocratie régulière, légalement instituée, formellement inclusive, directe, participative, en face-à-face, et souvent délibérative, je suis d'accord avec Jane pour affirmer que les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre représentent un type d'expérience démocratique presque unique. Les institutions de démocratie directe des cantons suisses d'Appenzell Rhodes-Intérieures et Glaris pourraient constituer des exemples proches. Il n'y a à ma connaissance aucune autre expérience qui combinerait ces éléments démocratiques. Si beaucoup sont participatives, en face-à-face et délibératives, il leur manque souvent, comme Jane le fait remarquer, un pouvoir décisionnel légitime : elles deviennent alors des instances de consultation ou de recommandation. D'autres sont en position de rendre des décisions contraignantes, mais alors elles fonctionnent rarement en face-à-face ou ne sont pas formellement délibératives. Pourtant, de nombreuses communes de Nouvelle-Angleterre ont abandonné le format du *town meeting* traditionnel pour se doter de processus similaires aux formes de démocratie directe – référendums et autres initiatives – beaucoup plus courantes de par le monde. En fait, selon moi, c'est ce compromis entre pouvoir formel de prise de décision et délibération en face-à-face qui est central pour comprendre les forces et les faiblesses du modèle des *town meetings* de Nouvelle-Angleterre.

De nombreuses expérimentations dans le domaine de la participation délibérative citoyenne font volontairement l'économie d'une prise de décision collective formelle sur le sujet discuté. Les sondages d'opinion délibératifs de James Fishkin ont commencé en utilisant cette procédure et l'utilisent toujours. La Citizens' Initiative Review, menée par l'organisation Healthy Democracy aux États-Unis, bien que partie intégrante de la structure législative formelle dans l'État d'Oregon, n'inclut plus aujourd'hui dans son fonctionnement de prise de décision collective. Selon moi, la raison pour laquelle les organisateurs ont pris ces décisions réside dans le fait que libérer un groupe de la prise de décision formelle améliore sans doute la qualité délibérative des interactions entre les citoyens. Cela permet une plus grande liberté au niveau des échanges d'idées, ainsi que des interactions plus respectueuses et plus réciproques. Cependant, dans ces deux cas comme dans beaucoup d'autres, la raison principale pour laquelle les groupes n'ont pas de pouvoir formel réside dans le fait qu'ils n'étaient pas inclusifs.

[3] NdT : En français dans le texte.

Il ne s'agit que d'un échantillon aléatoire et restreint de citoyens, et bien que les organisateurs visent à une représentativité de ce groupe, il n'inclut pas tous les citoyens éligibles. Si elle souhaite donner aux citoyens un pouvoir formel de prise de décision, et ainsi accroître leur sentiment d'avoir une efficacité politique, une institution de démocratie directe doit inclure tous les citoyens. Mais l'application de ce principe à une entité politique plus importante qu'une petite commune engendre des problèmes pratiques qui s'avèrent souvent difficiles à surmonter. Ainsi, la plupart des formes de participation démocratique directe impliquent une forme ou une autre de ce que l'on pourrait appeler « démocratie fast-food ». Comme les clients affamés d'un fast-food, les citoyens peuvent très vite, très facilement, inscrire leurs préférences dans l'isoloir. Si cette forme est directe et participative, les votants n'ont pas besoin de s'engager dans une délibération en face-à-face avec leurs pairs. Cela ne veut pas dire qu'une telle délibération n'a pas lieu dans la sphère politique et sociale informelle ; c'est très probablement le cas à un degré ou un autre. Mais il n'y a jamais ce moment de rassemblement d'une communauté politique pour discuter ensemble, en tant que citoyens d'une démocratie, des problèmes importants auxquels cette communauté se trouve confrontée.

F. Bryan : En réalité, le *town meeting* de Nouvelle-Angleterre n'a pas été créé pour « accroître la participation et la délibération citoyennes ». Il a été créé pour gouverner. Et c'est ce qu'il a fait et continue de faire, même si (malheureusement) c'est avec un programme beaucoup plus restreint. Les communes, avec leurs lourds mécanismes politiques résolument locaux, se gouvernent toujours elles-mêmes par un corps législatif qui inclut tout le monde et est soumis à des contraintes de procédures fixes (les règles parlementaires établies dans le *Robert's Rules of Order*). Ces procédures, dans mon expérience qui a plus d'un demi-siècle, sont presque toujours strictement appliquées par un modérateur élu. Cette rigueur procédurale est l'une des caractéristiques les plus distinctives du *town meeting*. Ce doit être une considération centrale lorsque l'on tente de juger ou de *comparer* les *town meetings* avec toute autre forme de participation politique. (J'ai envoyé plusieurs milliers d'étudiants assister à des *town meetings* et y récolter des données, et j'ai lu les rapports écrits à partir de l'expérience de chacun d'entre eux. La constance et la rigueur avec lesquelles les *Rules of Order* sont appliquées ont constitué leur plus grande surprise.)

De ce fait, la question, juste et importante : « Les *town meetings* présentent-ils des similarités substantielles avec d'autres expérimentations conduites en d'autres lieux ? » devrait être rectifiée. Le *town meeting* n'est pas une expérimentation. Il n'a pas été créé ni n'existe pour « accroître la participation citoyenne ». Comme je l'évoquais précédemment, le *town meeting* existe pour gouverner. Cet organisme de participation orale, communautaire mais contrainte, qui mène à des décisions, échoue à réaliser parfaitement le mélange unique et délicat de la participation et de la décision. Mais il me semble que ses imperfections témoignent de l'humanité des citoyens qui le constituent.

C'est parce que les *town meetings* gouvernent que leurs citoyens font parfois l'expérience de la colère, de la peur du conflit, ou même de rares tentatives d'intimidation. Ils savent que les décisions qu'ils prennent collectivement vont affecter leurs vies – les impôts qu'ils vont payer l'année suivante, l'état de leurs routes, et la qualité de l'éducation de leurs enfants. C'est parce que le *town meeting* gouverne en effet qu'il peut aussi constituer (comme l'a dit Jefferson) une « école » de la démocratie. S'il arrive parfois qu'une brute fasse son apparition sur le terrain de jeu, est-ce qu'il faut en être surpris ? (On apprend des brutes et de leurs intimidations.) Le *town meeting*, avec tous ses petits défauts, demeure la forme de démocratie la plus authentique aux États-Unis.

W. Keith : Le problème que posent la création et le maintien de ce genre d'espace rhétorique public est un problème d'éducation et de structure. Structurellement, on devrait considérer à la fois l'architecture (combien de personnes ? sont-elles en mesure de voir/d'entendre ? quelles technologies rendraient pratiques des lieux plus grands ?) et la préparation. Le modèle parlementaire (les participants arrivent, il y a un ordre du jour, la réunion se déroule selon celui-ci) n'est probablement pas le meilleur pour les *town halls* censés favoriser la participation. Au contraire, ces derniers requièrent un travail en profondeur avec une communauté spécifique, afin qu'ils soient structurés autour de questions importantes pour cette communauté. Pour un problème particulièrement aigu, cela peut nécessiter des mois de travail.

Du point de vue de l'éducation, on devrait se demander si les versions actuelles du *town hall* incarnent des pratiques discursives fondées sur des relations civiques saines, et quel type d'éducation pourrait nous amener à ces relations. Dans ce contexte, ce que j'appelle sain, c'est la capacité des individus à équilibrer leurs différences, parfois profondes, avec un sens du projet commun (prendre de bonnes décisions) et un engagement à donner de la valeur au désaccord. C'est sans aucun doute un équilibre difficile à maintenir, et qui gagne peut-être à être établi au fil d'un certain nombre de questions et d'interactions.

J. Kloppenberg : Je pense que Jane Mansbridge et Frank Bryan ont identifié le problème : le *town meeting* de Nouvelle-Angleterre a été créé pour gouverner de petites communautés d'individus partageant des idées et des valeurs ; lorsque le pouvoir est exercé en effet, certaines personnes gagnent, d'autres perdent. Aujourd'hui, notre standard de ce qui est démocratique est beaucoup plus élevé, comme il se doit car la démocratie est un idéal éthique autant qu'un ensemble d'institutions. Nous aspirons aujourd'hui à l'inclusion, à un échange authentique entre des individus aux niveaux d'éducation divers et qui ont un accès inégal au pouvoir et à l'autorité. En conséquence, les traits qui caractérisaient les *town meetings* de Nouvelle-Angleterre, les institutions de loin les plus démocratiques des XVII^e et XVIII^e siècles, nous semblent aujourd'hui problématiques. Trouver les moyens d'adapter au XXI^e siècle des institutions créées pour des villages peuplés d'un petit nombre de gens pensant de la même manière, va requérir l'utilisation de technologies nouvelles et de nouvelles formes institutionnelles – dont

certaines sont en ce moment même testées dans des nations européennes et latino-américaines, ainsi qu'aux États-Unis. Progresser vers la démocratie est un défi sans fin ; l'étude et l'expérimentation des formes de *town meeting* sont appelées à demeurer une part vitale de notre effort de compréhension de cet exercice imparfait qu'est l'autodétermination locale.

Ouvrages cités

- Bryan F. M., 2004, *Real Democracy: The New England Town Meeting and How it Works*, Chicago, University of Chicago Press.
- Clark S., Teachout W., 2012, *Slow Democracy: Rediscovering Community, Bringing Decision Making Back Home*, White River Junction (VT), Chelsea Green Publishing.
- Doerr N., 2012, « Translating Democracy: How Activists in the European Social Forum Practice Multilingual Deliberation », *European Political Science Review*, 4 (3), p. 361–384.
- Keith W. M., 2007, *Democracy as Discussion: Civic Education and the American Forum Movement*, Lanham (MD), Lexington Books.
- Mansbridge J. J., 1983 [1980], *Beyond Adversary Democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Mathews D., 1999 [2^e éd. revue, 1^{re} éd. 1994], *Politics for People. Finding a Responsible Public Voice*, Champaign (IL), University of Illinois Press.
- Siu A., 2009, « Look Who's Talking: Deliberation and Social Influence », Congrès annuel de l'American Political Science Association, Toronto (Canada), 3 septembre 2009, <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1468078> (accès le 25/10/2016).
- Taylor C., 2003, « Cross-Purposes: The Liberal-Communitarian Debate », in D. Matravers, J. Pike (dir.), *Debates in Contemporary Political Philosophy: An Anthology*, London/New York, Routledge/The Open University, p. 195-212.
- Zimmerman Joseph F., 1999, *New England Town Meeting: Democracy in Action*, Westport (CT), Greenwood Press.

Frank M. Bryan est professeur émérite de science politique à l'Université du Vermont. Titulaire d'un doctorat de l'Université du Connecticut, il a dirigé le département de science politique à l'Université d'État du Montana, et enseigné à St Michael's College, Vermont. Il est l'auteur de *Real Democracy: The New England Town Meeting and How It Works* ; *The Vermont Papers: Recreating Democracy on a Human Scale* ; *All Those In Favor: Rediscovering the Secrets of Town Meeting and Community* ; « Politics in New England » dans *Princeton Encyclopedia of American Political History* ; et « Political Participation » dans *Government in the Countryside* ; ainsi que d'articles pour la presse généraliste (*Newsweek*, le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Los Angeles Times*).

William W. Keith est professeur de rhétorique à l'Université du Wisconsin-Milwaukee. Ses recherches concernent l'argumentation oratoire, l'histoire de la participation aux États-Unis, ainsi que l'histoire intellectuelle et pédagogique de la communication. Il est notamment l'auteur de *Democracy as Discussion* (2007) et de « We Are the Speech Teachers » (*The Review of Communication*, 2011). Il a dirigé avec Pat Gehrke *The Unfinished Conversation: 100 Years of Communication Studies* (New York, Routledge), et avec Christian Lundberg *Public Speaking: Choices and Responsibility* (2^e édition, 2017). Il prépare actuellement, en collaboration avec R. Danish, un ouvrage sur la civilité.

James T. Kloppenberg est titulaire de la chaire Charles Warren pour l'histoire américaine à l'Université de Harvard. Il a récemment publié *Toward Democracy: The Struggle for Self-Rule in European and American Thought* (New York, Oxford University Press, 2016), ainsi que *Reading Obama: Dreams, Hope, and the American Political Tradition* (2^e édition, Princeton, Princeton University Press, 2011).

Jane Mansbridge, titulaire de la chaire Adams de la Kennedy School of Government de Harvard, travaille sur la démocratie participative depuis la fin des années 1960. Auteure de *Beyond Adversary Democracy* et de *Why We Lost the ERA*, elle a dirigé *Beyond Self-Interest* et codirigé *Feminism* (avec Susan Moller Okin), *Oppositional Consciousness* (avec Aldon Morris), *Deliberative Systems* (avec John Parkinson) et *Political Negotiation* (avec Cathie Jo Martin). Présidente de l'American Political Science Association en 2012, elle est *corresponding fellow* pour la British Academy, membre de l'American Academy of Arts et lauréate de la Médaille Radcliffe.

Michael E. Morrell, professeur à l'Université du Connecticut, est l'un des principaux membres du projet « Humility & Conviction in Public Life ». Ses recherches portent sur les *town meetings* du Connecticut, et l'exploration de l'empathie dans des sujets tels que la présidence de Barack Obama et les dynamiques de confrontation démocratiques. Parmi ses publications récentes, on peut noter « Participant Bias and Success in Deliberative Mini-Publics » dans *Deliberative Mini-Publics* (dir. Kimmo Grönlund, André Bächtiger et Maija Setälä, 2014, ECPR Press) et *Empathy and Democracy: Feeling, Thinking and Deliberation* (2010, Penn State University Press).

Graham Smith est professeur de science politique au Centre for the Study of Democracy de l'Université de Westminster. Spécialiste des théories et pratiques démocratiques et des politiques environnementales, il a récemment publié *Democratic Innovations: Designing Institutions for Citizen Participation* (2009), ainsi que « Deliberation, Democracy and the Systemic Turn » (*Journal of Political Philosophy*, 2015) et « Taking Political Engagement Online » (*Political Studies*, 2013). Il contribue à de nombreux projets internationaux (« Participedia », « Cherry-picking: The Results of Participatory Processes » et « Democracy Matters »). Il préside la Foundation for Democracy and Sustainable Development.